

# Vers un récit historique européen commun ?

**Sigfrido Ramirez**

*Historien, Bruxelles, facilitateur du projet Akademia de Transform!*

Le 24 mars 2013, transform !Europe a organisé un débat sur le projet de « Maison de l'histoire européenne » (MHE) afin d'élaborer des approches critiques concernant l'usage public de l'histoire et en particulier la création de la MHE décidée en 2009 et financée par le Parlement européen, avec pour but explicite de constituer une identité européenne publique au travers d'un récit historique sur l'Europe.

La réunion a été introduite par Francis Wurtz (membre honoraire du Parlement européen) qui a présenté plusieurs questions liées à la MHE dont il a été nommé membre du conseil d'administration. Plusieurs historiens travaillant avec transform ! europe ont ensuite réagi et réfléchi avec les membres de la direction de transform ! europe sur la mise en place d'un réseau d'historiens ainsi que sur les tâches et les objectifs possibles, à court, moyen et long terme.

## **La Maison de l'histoire européenne : genèse et objectifs politiques**

La MHE est l'enfant de Hans Pöttering, ancien président du Parlement européen, qui a piloté l'ensemble du projet, en tant que président, du début jusqu'à aujourd'hui. Le fait qu'il soit également président de la Fondation Konrad Adenauer et membre actif du groupe de rapprochement de l'Histoire européenne et de la Plate-forme européenne de la Mémoire et de la Conscience indique clairement qu'il peut compter sur un vaste soutien politique et intellectuel pour façonner cette nouvelle institution européenne dont l'objectif est

« d'avoir un lieu de mémoire où puisse s'épanouir l'idée européenne ». Il a personnellement nommé un groupe de huit experts pour élaborer la conception de la MHE sous la forme d'un rapport adopté sans trop de discussion par le Bureau du Parlement européen, comme ligne directrice scientifique du projet. Si le Comité exécutif est pluraliste, le Comité scientifique, en revanche, semble tout à fait déséquilibré sur le plan géographique et culturel avec une dominante d'experts conservateurs d'Europe de l'Est. Il n'est donc pas surprenant que le rapport servant de base à la MHE apparaisse comme une interprétation linéaire, sans nuances et nettement déséquilibrée, typique de l'histoire politique traditionnelle héritée de la guerre froide et de l'euro-péisme téléologique. Plusieurs des interprétations historiques des événements clés du xx<sup>e</sup> siècle sont franchement discutables, voire totalement erronées à la lumière des interprétations actuelles établies par les dernières recherches universitaires. En outre, il s'agit d'un projet rédigé en 2007, et la perspective serait très différente si son point de départ était la profonde crise actuelle du modèle européen et du projet d'intégration européenne, sans parler de la mondialisation.

Étant donné la présence d'historiens de prestige, certains aspects du rapport sont pertinents, telle l'importance centrale accordée au fait que la légitimité intellectuelle et politique d'un projet visant à un « récit officiel » de la mémoire européenne ne peut pas être une simple juxtaposition d'histoires nationales mais plutôt la production d'une perspective véritablement transnationale. L'ambition de l'ensemble du projet suit clairement le modèle de la *Haus der Geschichte der Bundesrepublik*, qui est pensé comme un espace de discussion où peuvent trouver place les opinions pluralistes et les débats sur l'histoire de l'Europe et de l'intégration européenne au cours de la longue période du xx<sup>e</sup> siècle. La MHE est très ambitieuse avec un budget de 50 millions d'euros, 4 000 mètres carrés d'expositions permanentes, 800 mètres carrés pour les expositions temporaires, 300 pour un centre d'information, une salle de conférence, du personnel et un emplacement central situé à côté du Parlement européen à Bruxelles, avec une capacité d'accueil et de diffusion publique de l'histoire et de l'intégration européennes pour des millions de visiteurs, en particulier pour les jeunes. Elle vise en outre à être un endroit où les jeunes historiens puissent trouver un lieu pour travailler et construire une nouvelle perspective de recherche sur l'histoire de l'Europe.

## Le débat et ses conclusions

La première question dont nous avons débattu était de savoir si un tel projet est acceptable dans son principe et, si oui, comment l'influencer et le modifier pour s'assurer que soit effectivement développé à la MHE un récit pluraliste et scientifiquement solide de l'histoire européenne. Il y a accord sur le fait

qu'une histoire publique officielle, établie sur la base du rapport scientifique rédigé pour l'exposition permanente de la MHE, ne peut pas être vraiment critique, pluraliste et dialectique. Mais il ne peut être question de rejeter le projet, dans la mesure où il est si avancé que rien ne peut maintenant l'arrêter. Mais il apparaît clairement qu'il n'y a même pas l'unanimité au sein du conseil d'administration de la MHE sur les questions de fond comme sans doute il ne l'avait pas au sein du conseil scientifique. Une contribution inclusive et constructive au débat devrait donc être prioritaire pour éviter de s'isoler dans des positions stériles ou purement contestataires. Nous devons montrer que nous sommes disponibles pour un débat véritablement ouvert, ce qui peut contribuer à ce que les gens s'intéressent à nos points de vue et ainsi générer le débat dialectique que nous demandons. Nous avons donc convenu de lancer un débat public sur le projet de MHE en commençant par le rapport scientifique existant, seul document public, sorte de « bible » de l'exposition. Cela signifie soumettre au débat universitaire certaines des interprétations les plus clairement problématiques du texte sans essayer de rédiger un contre-document ; il s'agit plutôt de contribuer à ouvrir le débat sur certaines questions centrales importantes présentes dans le document.

En outre, la question de la MHE pose également la question fondamentale de savoir s'il peut y avoir une approche de gauche à l'histoire publique de l'Europe et de l'intégration européenne. Il y a consensus pour affirmer qu'il est impossible pour la gauche de justifier l'état actuel de l'intégration néolibérale mais qu'elle peut plutôt en faire une interprétation critique, ce qui signifie au moins deux choses : l'histoire publique doit s'appuyer sur des connaissances historiques et non sur une manipulation du passé, comme semble le faire l'interprétation binaire totalitarisme-démocratie qui imprègne l'ensemble du projet. Cette histoire publique doit également montrer qu'il existe un point de vue politique, de classe et de genre avec une pluralité d'approches et de sujets historiques, incluant les sujets d'histoire internationale axés sur la culture, les circulations et transferts entre sociétés européennes et extra-européennes – contrairement à la vieille histoire officielle, diplomatique et institutionnelle des grands hommes d'état et des élites souvent réduits à ceux des grands pays principaux comme la France et l'Allemagne.

En bref, il semble que la MHE ait l'objectif contradictoire de créer une identité supranationale tout en utilisant l'approche typique du nationalisme classique pour lequel l'histoire est un instrument politique de construction de la nation. Cela revient dans ce cas à élaborer un discours idéologique public qui tend à dissoudre les différences afin de créer une mémoire et une identité communes. Cette stratégie politique n'est pas nouvelle ; en contrôlant le passé, elle vise en réalité à contrôler le présent et l'avenir des citoyens européens à un moment de crise du système de représentation politique. Nous ne pouvons donc pas accepter la présentation d'un récit européen uniforme basé sur les mêmes

principes implicites que pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, mais nous devons plutôt développer des interprétations dialectiques, critiques et plurielles de l'histoire européenne. Ce débat mérite de notre part une réflexion méthodologique sur la façon de parvenir à un accord sur cette histoire critique alternative publique de l'Europe et de l'intégration européenne notamment en ce qui concerne le rôle des historiens dans les débats politiques de la mémoire collective, par exemple leur rôle dans les manuels d'histoire, les musées et autres espaces d'histoire publique. C'est particulièrement important si l'on considère la nécessité de fournir des textes et des outils essentiels aux enseignants d'histoire dans l'enseignement primaire et secondaire, eux qui seront confrontés à ce projet, quotidiennement ou lors d'une visite au MHE.

Une dernière question est plus politique et se rapporte à la façon dont transform ! europe et ses partenaires politiques pourraient articuler ou favoriser ce dialogue culturel avec des historiens critiques disposés à coopérer et discuter des questions dans le sens proposé. Les enjeux politiques sont élevés compte tenu que l'idée d'intégration européenne souffre d'un processus aigu et brutal de délégitimation en raison de l'impact négatif du tournant néolibéral de l'intégration européenne ces dernières années. Ce tournant n'est pas en train de s'inverser, mais se creuse plutôt, avec la destruction du modèle social européen (l'État-providence) que la gauche a contribué à construire un siècle durant. On peut donc parvenir à élaborer les bases permettant de mettre en tête des priorités la question du fil rouge de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, non seulement à travers l'apport d'acteurs politiques de gauche (Brigades internationales, Résistance et anticolonialisme), mais aussi la façon dont les divers mouvements sociaux (le mouvement ouvrier, les luttes féministes, le mouvement pacifiste, etc.) ont affronté le fascisme, le néolibéralisme et l'oppression. C'est important pour nous sur le plan stratégique parce qu'un débat est en cours au sein de la gauche sur la nature de la construction européenne que l'on doit soutenir ou rejeter, y compris en ce qui concerne l'Union européenne et l'euro. Il nous faut donc aussi un débat pluraliste et dialectique sur ces questions de fond pour pousser à un débat théorique et historique documenté sur la situation actuelle de la démocratie en Europe.

En conclusion, nous devons accepter d'entrer dans le débat de la MHE. Cela devrait faire partie d'une stratégie visant à jeter les bases d'une histoire publique alternative de l'Europe et de l'intégration européenne. Nous pouvons appuyer notre contribution sur une critique à triple niveau du projet : méthodologique, scientifique et politique. Nous avons convenu que le groupe devra travailler sur un texte court qui puisse servir à développer notre position sur la MHE et au-delà, pour chacun de ces niveaux. Ce texte devra ouvrir la voie à un groupe élargi qui reflète également les positions de ceux qui n'étaient pas présents à la réunion.

## Objectifs de travail

Le réseau s'est fixé trois grands objectifs. À court terme, sa consolidation et sa diversification. Nous devons parvenir à une pluralité de compétences et d'interprétations critiques de l'histoire européenne contemporaine.

À moyen terme, nous envisageons l'organisation d'un colloque préparé en collaboration avec des structures de gauche, pour aborder la manière dont le projet de MHE pourrait développer des approches plurielles, dialectiques et scientifiques de l'histoire de l'Europe et de l'intégration européenne. L'objectif est de rester en contact avec le travail et les débats au sein de la MHE et du Parlement européen afin de contribuer au débat.

À long terme, les différents membres du réseau – grâce à leurs fondations, universités ou projets culturels (ou revues, sites, associations et musées) – pourraient organiser une rencontre de la conférence européenne avec divers ateliers pour explorer l'une des questions méthodologiques (histoire publique critique) et les questions de fond (comme « le fil rouge ») et ainsi élargir et consolider un réseau capable de se mobiliser au niveau européen. En ce qui concerne les universités, il est également possible que ce projet et ce réseau puissent servir à préparer des initiatives à financement public complémentaire au niveau national ou européen. ■